

ont souligné que les programmes du FMI étaient en général d'une trop courte durée pour que l'on puisse espérer corriger les problèmes structureaux des pays en voie de développement endettés. M. Barber a estimé que des programmes quinquennaux seraient préférables à des programmes triennaux, tandis que M. Persaud a insisté pour qu'on recoure plus fréquemment à la Facilité élargie du Fonds, dont les programmes sont à plus long terme, plutôt qu'aux habituels programmes de stabilisation conditionnels à court terme.

M. Persaud comme M. Helleiner ont tous deux réclamé une libéralisation du recours à l'Instrument de financement compensatoire du Fonds, qui a pour fonction de compenser la baisse soudaine des recettes d'exportation des matières premières. M. Helleiner a exprimé pour sa part le regret que ce mécanisme ne soit pas utilisé automatiquement chaque fois que l'on peut prouver que les recettes d'exportation tombent en dessous de leur moyenne flottante des cinq dernières années. Pour être admissible à ce fonds, un pays doit aujourd'hui bénéficier d'un programme de prêts à conditionnalité élevée du FMI. M. Helleiner a également déploré la suppression de l'affectation automatique des rentrées de fonds du Fonds fiduciaire:

...Aujourd'hui, le Fonds n'a plus vraiment les moyens d'accorder une aide directe, inconditionnelle ou assortie de peu de conditions et l'aide qu'il consent est désormais beaucoup plus difficile à obtenir. Ce phénomène est surtout attribuable à une pénurie de ressources. En effet, si les États membres mettaient davantage de fonds à sa disposition et l'autorisaient à offrir un financement compensatoire ou des tranches de crédit initial plus importantes ... les dirigeants du FMI seraient heureux d'augmenter leur aide. (9:28)

La dernière augmentation des ressources du FMI a eu lieu en 1983, lorsque les quotas sont passés de 64 à 94,5 milliards de dollars. Mais, à l'instar des banques commerciales, le FMI a dû accroître la durée de ses prêts et dispose, par conséquent, de moins de fonds. Plaidant en faveur d'un accroissement des ressources du FMI, M. Helleiner a déclaré qu'on avait plutôt « le sentiment que l'approche à court terme et le financement axé sur la demande à court terme pratiqués par le Fonds ne convenaient pas aux besoins actuels ». (9:20)

Les ressources du Fonds n'ont pas augmenté au même rythme que les échanges commerciaux ni, il va sans dire, que les mouvements internationaux de capitaux. Le FMI ne dispose tout simplement pas des ressources qui lui permettraient de remplir le mandat qui est le sien, et il n'a aucun moyen de retrouver son ... rôle de chef de file si l'on ne lui en accorde pas davantage. (9:19)

Mais un haut fonctionnaire du ministère des Finances, M. John Coleman, a présenté une vision plus générale de la position actuelle du FMI en résumant ainsi la situation :

En 1985, un certain nombre de représentants gouvernementaux de divers pays ont commencé à se demander si l'on n'exerçait pas trop de pression sur le FMI pour l'inviter à régler le problème de la crise; ils ont en outre constaté que le FMI traitait avec les mêmes pays d'année en année, qu'il n'arrivait plus à accorder autant de prêts qu'auparavant, que les remèdes préconisés, notamment la stabilisation à court terme, ne modifiaient pas, malgré leur importance, les structures sous-jacentes des économies malades et, enfin, qu'il convenait de confier à d'autres organismes un rôle plus actif. Je crois que ce dernier facteur explique l'intérêt croissant que suscite la Banque mondiale en tant qu'acteur principal du système financier international, parallèlement au FMI. (3:14)